

III. PROMOUVOIR LA LIBERTE, L'EGALITE ET LA FRATERNITE.

10. La communauté humaine n'est pas une création du politique mais elle lui préexiste : le politique est au service de cette communauté et lui permet d'accomplir c'est pourquoi elle est faite. *Les chrétiens n'attendent pas tout de la politique et les politiques doivent se garder de promettre plus qu'ils ne sont en mesure d'offrir.* La révélation biblique et les sagesse humaines, celle des anciens Grecs en particulier, mettent en garde contre la démesure ou l'idolâtrie du pouvoir. Promouvoir humblement et sérieusement la justice et la paix, limiter l'injustice et la violence, ces objectifs peuvent sembler trop peu ambitieux alors qu'ils traduisent le souci authentique du bien commun qui cherche à créer les conditions d'épanouissement de la liberté de chacun et de tous. Beaucoup d'hommes et de femmes intègres et courageux, engagés en politique, pourraient en témoigner, car la paix et la justice sociale dépendent pour une bonne part de l'engagement et des initiatives (culturelles, économiques, sociales, éducatives, associatives...) de tous les citoyens. Il ne s'agit donc pas d'attendre trop des pouvoirs publics, ni pour les politiques de surenchérir dans les promesses : les citoyens ne peuvent pas se défaire sur l'État ou les collectivités territoriales des responsabilités qui leur reviennent en propre.

11. Encore faut-il *que les autorités politiques respectent et promeuvent effectivement la liberté, l'égalité et la fraternité.* Le débat sur la « loi confortant le respect des principes de la République » a mis en évidence une tentation : celle de porter atteinte, par souci de la sécurité, à la liberté d'expression, d'association, d'éducation, voire de culte, et à l'égalité des citoyens, qu'ils soient ou non croyants. De plus, l'omniprésence des moyens numériques pose de nouvelles questions de respect des libertés. Il n'y aura pas d'égalité et de fraternité authentiques ni même de sécurité véritable et durable sans respect scrupuleux de la liberté des personnes. En retour, la liberté ne peut pas tout se permettre et ignorer les exigences de la fraternité. C'est le sens de l'interpellation que les évêques ont lancée en novembre 2020 à la suite de l'assassinat d'un enseignant à Conflans et de trois fidèles dans la basilique de Nice : « il est temps de réfléchir à la manière dont nos institutions collectives et nos comportements individuels doivent promouvoir le respect et déployer la fraternité. Cette réflexion urgente doit être engagée par les pouvoirs publics. Elle concerne chacun d'entre nous. Elle nous concerne tous ». Chacun est libre de s'interroger sur les opinions et les représentations des autres mais tous doivent s'interdire la dérision et l'humiliation destructrice. Les relations humaines nécessitent une forme de tact et celui-ci est le fruit de l'éducation.

12. Notre société est divisée et habitée par des violences latente. Il est inquiétant en particulier que la police, la gendarmerie et même les pompiers et les premiers secours puissent être injuriés voire agressés. Il arrive que les forces de l'ordre se trouvent confrontées à des violences extrêmes et se sentent peu soutenues dans leur lutte contre la délinquance : parce qu'elles incarnent l'État, leur manière de se comporter aura valeur d'exemple et la rectitude de leur comportement a besoin d'être encouragée. La société française se sent menacée et aspire à plus de sécurité face au terrorisme et à la violence sociale mais les moyens sécuritaires sont nécessaires et non suffisants. *Le respect de la Loi à tous les niveaux, du Code de la route au Code des impôts, s'impose à tous les citoyens.* On devra aussi, dans le débat électoral, s'interroger sur la place qu'a prise la consommation des drogues, qu'elles soient qualifiées de « douces » ou de « dures » par leurs utilisateurs. La tentation de transgresser les limites de sa conscience lucide ou de son état physique normal et l'appétit de certains pour de nouveaux marchés et des profits élevés agissent à l'encontre du sens de la responsabilité de chacun envers le bien de tous.

- Comment nous situer entre surestimation et sous-estimation du politique ?
- Comment articuler concrètement liberté personnelle et impératif de la fraternité ?
- Comment le respect de la Loi trouve-t-il sa place dans la dynamique de la vie chrétienne ?